

*Recours au Règlement*

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, pendant que mon chef présentait ses arguments, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable député de Yellowhead (M. Clark), criait et lançait des injures pour tenter de l'interrompre. Je soupçonne que, dans un moment de faiblesse, peut-être aussi de vérité, j'ai dit au très honorable député ce que je pensais de lui. J'admets que le mot . . .

**M. Clark (Yellowhead):** Minable.

**M. Riis:** . . . oui, minable—merci, monsieur le ministre—est antiparlementaire. A titre de parlementaire, je reconnais que je n'aurais pas dû me servir de ce terme. Je le retire donc.

**M. le Président:** Connaissant le député, je dirais qu'il ne pouvait s'agir que d'une défaillance passagère.

Le député d'Athabasca (M. Shields) invoque-t-il le Règlement?

## L'ACCUSATION PORTÉE CONTRE TOUS LES DÉPUTÉS

**M. Jack Shields (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Oui, monsieur le Président. Je ne cherche pas à faire traîner les choses en longueur, mais je voudrais parler d'un autre incident grave qui s'est produit hier. Le député de Kamloops—Shuswap a été invité à retirer l'accusation qu'il avait lancée au vice-premier ministre au sujet d'un pot-de-vin. Il l'a fait. Mais la question est revenue sur le tapis. Je voudrais répéter ce que le très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit à ce sujet:

Selon le compte rendu, il est bien clair que le député de Kamloops—Shuswap a à deux occasions accusé un ministériel d'avoir accepté des pots-de-vin. Il a dit qu'il ne voulait pas parler du vice-premier ministre. Il devait donc songer à un autre ministre de l'Alberta, à tous les ministres ou . . .

**M. le Président:** J'hésite à interrompre le député, mais cette affaire est close.

**M. Mazankowski:** Avec tout le respect que je vous dois, non, elle ne l'est pas.

**M. le Président:** Peut-être pourrait-on alors me dire ce qu'il y a de nouveau.

**M. Mazankowski:** Au fait, Jack!

**M. le Président:** J'avais l'impression que l'affaire était close. Si je me trompe, je vais entendre le député.

**M. Shields:** Monsieur le Président, j'essaie d'établir que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait demandé que l'accusation portée contre tous les députés soit catégoriquement retirée. Le député a alors pris la parole pour dire ce qui suit:

Bien entendu, monsieur le Président. Je suis prêt à le faire. Je retire toute accusation ou toute insinuation que le vice-premier ministre ou tout autre membre du Cabinet pourrait voir dans cette expression.

Le député avait été invité à retirer l'accusation portée contre tous les députés siégeant à la Chambre. Il se trouve que j'en suis un. A titre de président du caucus albertain, j'ai joué un

rôle très actif en vue d'obtenir une subvention pour le West Edmonton Mall. Tous nos députés de l'Alberta croyaient que c'était nécessaire.

**M. Nystrom:** Pas Kindy.

**M. Shields:** A ce moment, le chômage sévissait à Edmonton et c'était le seul projet de construction à être réalisé. Je voudrais donc demander au député de retirer l'accusation qu'il a portée contre tous les députés, particulièrement ceux de ce côté-ci de la Chambre.

**M. le Président:** Je voudrais tout d'abord dire au député qu'à la réflexion, il est clair que je m'étais trompé. Je m'en excuse. Hier, le député de Kamloops—Shuswap avait retiré ses propos, comme l'a dit le député d'Athabasca. Il semble que le très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait voulu un retrait moins restreint. Peut-être le député de Kamloops—Shuswap voudra-t-il éclaircir la situation.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, cela devient lassant. Le député d'Athabasca s'envoie des fleurs, mais j'ai toujours cru qu'il valait mieux laisser les autres s'en charger. Néanmoins, la question n'est pas là.

Je dois reconnaître qu'avant cet échange, nous essayions d'établir pourquoi cette entreprise ou famille avait obtenu 5 millions, alors que, d'après nos renseignements, tout le monde avait fait des recommandations s'y opposant. Un député libéral a ensuite déclaré que l'entreprise avait fait d'importantes contributions politiques au parti progressiste conservateur. J'ai alors pensé, et je regrette de l'avoir fait, qu'il y avait peut-être eu des pots-de-vin. J'ai sans doute dit tout haut ce que j'aurais dû penser tout bas.

Connaissant le vice-premier ministre, je n'ai aucunement hésité à retirer mes paroles, car je sais que ce n'était certainement pas le cas. Puis, le Cabinet s'est montré chatouilleux et j'ai retiré mes accusations contre le Cabinet. Je suppose maintenant que tout le monde devient chatouilleux et commence à penser que nous protestons trop.

Néanmoins, pour faire une mise au point . . .

**M. Clark (Yellowhead):** Faites-le.

**M. Riis:** . . . je ne pense pas que le député de Yellowhead ait reçu un pot-de-vin à cette occasion. Je ne soupçonne aucun ministre d'en avoir reçu un.

**M. Clark (Yellowhead):** Cette semaine.

**M. Riis:** Je n'ai soupçonné aucun conservateur de l'arrière-ban représentant l'Alberta ou une autre région d'avoir reçu un pot-de-vin. J'espère avoir dissipé tout malentendu. La prochaine fois que j'aurai ce genre de pensée, je la garderai pour moi. Je retire tout ce que j'ai pu laisser entendre quant au fait qu'un député conservateur aurait pu recevoir des pots-de-vin contre l'octroi d'une subvention de 5 millions à Fantasyland.